

Gaullisme et extrême droite : l'impossible amalgame

Silvano Aromatario

On peut être surpris de la juxtaposition des termes « gaullisme » et « extrême droite ». Le gaullisme renvoie aux idées et à l'action d'un homme le général de Gaulle. L'extrême droite a la particularité de l'avoir si honni au moment où il était au pouvoir, qu'elle a compté dans ses rangs des hommes de l'OAS ayant tenté de l'éliminer.

Cela n'a cependant pas empêché certains tenants de cette mouvance politique de se référer au gaullisme. En 2009, le Projet Apache – branche parisienne du Bloc identitaire, affirme dans une affiche que « De Gaulle aurait été identitaire »¹. Quelques mois plus tard, l'organisation de Jeunesse du Front National, le FNJ, reprend l'image du général de Gaulle encadrée de deux slogans : « Jeunes Français défend ton identité » et « le Front National de la Jeunesse, esprit de résistance »². En 2013, Florian Philippot vice-président du Front National, peu de temps après s'être rendu à Colombey-les-Deux-Eglises, a déclaré que « *le FN est un parti clairement gaulliste* »³. Il a d'ailleurs utilisé une croix de Lorraine entrelacée avec le logo du FN pour sa campagne électorale des municipales à Fortbach en Moselle. L'emblème des gaullistes et de la France libre associé à celui du FN, une flamme tricolore autrefois empruntée au MSI - Mouvement Social Italien - parti politique prenant la suite du Parti National Fasciste après l'interdiction de celui-ci, voilà une association qui est pour le moins contre nature. Se revendiquer du gaullisme au sein du FN est en effet « paradoxal au regard de ses racines historiques. Toutes les générations de l'extrême droite anti-gaullistes étaient représentées dans ses deux bureaux politiques fondateurs »⁴.

Ces différents exemples témoignent d'un fait, plus personne, pas même à l'extrême-droite, n'ose s'affirmer anti-gaulliste. De Gaulle semble avoir gagné son pari lorsqu'il affirmait « *tout le monde a été, est, ou sera gaulliste* »⁵ ; mais dans le même temps le gaullisme, lui, a perdu. Car cela ne veut pas dire que tous les courants politiques s'inscrivent dans la continuité de son action, mais qu'il fait l'objet d'une récupération politique. Tous ceux qui viennent se recueillir sur sa tombe, - alors que le parti qui s'en réclamait ne le fait même plus⁶ - tous ceux qui le citent en référence ne le font que par pur intérêt. Bien souvent, ils aspirent à donner une sorte de légitimité à leur discours ou leur action. En l'invoquant quasiment à toutes les sauces, « il ressemble à une boîte à outils où les élus puisent pour (...)

¹ « Projet Apache : De Gaulle aurait été identitaire », *bloc-identitaire.com*, 31 mars 2009.

² Abel Mestre et Caroline Monnot, « Tous gaullistes ! », *Le Monde, Blogs Droite(s) Extrême(s)*, 27 novembre 2009.

³ Affirmation déclarée le 11 décembre 2013 à Yves Thréard au cours de l'émission « Le Talk » *Le Figaro*, cf. video.lefigaro.fr

⁴ Laurent de Boissieu, « L'inspiration gaulliste revendiquée par le FN irrite au sein de l'UMP », *La Croix*, 18 décembre 2013.

⁵ Guy Sabatier, Philippe Ragueneau, *Le dictionnaire du gaullisme*, Albin Michel, 1994, p. 482.

⁶ Le RPR renonce à partir de 2000 au pèlerinage rituel qui était organisé chaque année par le parti sur la tombe du général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Eglises. Cf. Serge Berstein, *Histoire du gaullisme*, Perrin, 2002, p. 513.

se prévaloir du lignage »⁷. L'onction gaulliste ainsi indirectement recueillie apparaît à beaucoup comme un baume de pureté politique et un viatique électoral. Et pour l'extrême droite, le but est de donner une sorte de justification à des idées qui sont avant tout subversives. Elle n'hésite pas à reprendre des propos du général de Gaulle issus bien souvent de témoignages repris hors de leur contexte, quant ils ne sont pas apocryphes, afin de mieux s'y retrouver⁸ et au final servir des intentions électoralistes⁹.

On ne peut donc pas estimer, que faire ainsi du général de Gaulle la figure consensuelle qu'il n'a jamais été de son vivant est ce qui peut lui arriver de mieux. Au contraire, ce phénomène est dangereux, parce qu'il incite à « l'amalgame ». Il n'y a en effet qu'un pas pour que certains voient dans le gaullisme de l'extrême droite. Une abération que des éditorialistes n'hésitent d'ailleurs pas à formuler¹⁰. Des personnes de l'extrême droite qui se prétendent gaullistes, après tout on peut y voir de la démagogie, mais affirmer que dans le gaullisme il y a de l'extrême-droite, c'est là un abus de langage. Un abus qu'il est néanmoins possible de faire parce que le gaullisme comme l'extrême droite ne bénéficient pas de définition unanime. C'est pourquoi, il est facile autant pour des observateurs de présenter l'extrême droite sous divers aspects, que pour elle de se parer des habits qui ne sont pas les siens.

Pour autant, peut-on considérer qu'il existe une parenté idéologique, même infime, qui laisserait à penser qu'une association n'est pas si infondée ? Ou au contraire leur corpus idéologique est-il si différent que les rapprocher apparaît impossible ?

Afin de répondre à ces questions et ne commettre aucune méprise, il est nécessaire de clarifier les termes « extrême droite » et « gaullisme ». Cette clarification servira à mesurer l'ampleur des différences idéologiques de chacun (I). Et ces différences permettront de mieux comprendre les courants politiques qui en sont issus et qui restent, eux aussi, en de nombreux points dissemblables (II).

I : Clarification des termes « extrême droite » et « gaullisme »

⁷ Bertrand Legendre, « Le gaullisme sans de Gaulle ou l'impossible héritage », *Le Monde*, 16 juin 2010.

⁸ Le bloc identitaire reprend dans une affiche des propos du général de Gaulle rapportés par Alain Peyrefitte : « *Nous sommes avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne* ». Abel Mestre et Caroline Monnot, *op. cit.* Quelques temps plus tard, le FNJ y ajoute le début de l'entretien « *C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon la France ne serait plus France* ». *Ibid.* Ces phrases sont issues du livre d'Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Editions de Fallois/Fayard, tome 1, 1994, p. 52 ou en Livre de Poche p. 68. On doit noter que ces propos ne portent pas sur l'immigration comme voudrait le faire croire l'extrême droite, mais constituent en 1959 date de l'entretien, une réponse à des slogans de partisans de l'Algérie Française plaçant pour l'intégration entre l'Algérie et la France.

⁹ A l'époque où l'ouvrage de souvenirs d'Alain Peyrefitte est publié, celui-ci est toujours membre de la direction du RPR et plaçait pour une alliance de la droite et de l'extrême droite. Cf. Michel Soudais, « Identité nationale : le FN annexe de Gaulle », *Politis.fr*, 25 novembre 2009.

¹⁰ Laura-Maï Gaveriaux, en réponse à Henri Gaino : « Son gaullisme c'est de l'extrême droite », *Le Nouvel Observateur*, 25 avril 2014 : « Dans la tribune qu'il signe sur le Figaro en compagnie de Laurent Wauquiez, il exhorte la droite à renouer avec un héritage gaulliste. Et grâce à cette tribune, il devient plus que jamais opportun de se rappeler que ce gaullisme, s'il s'exprimait aujourd'hui, serait une extrême droite ». Un peu plus loin on peut également lire : « Si Charles de Gaulle n'avait pas utilisé l'ingrédient xénophobe de la recette frontiste nouvelle génération, c'est tout simplement parce que dans les années 1960, la réalité des flux de migration ne lui en avait pas encore fourni l'occasion ».

S'il est difficile de donner une définition précise et consensuelle à l'extrême droite comme au gaullisme, la recherche des caractéristiques de chacun peut être une solution pour les cerner (A) et les différencier (B).

A : Des caractéristiques propres à chacun

Au-delà de son caractère multiforme, le contenu idéologique de l'extrême droite semble comporter des invariants qu'il est nécessaire de recenser afin de déterminer ce qui peut apparaître comme un camp politique (1).

Du côté du gaullisme, nombreux sont, parmi tous ceux se revendiquant de lui, à le présenter comme « n'étant pas une idéologie »¹¹, mais se réduisant à « quelques idées simples »¹². De tels propos peuvent être révélateurs « du sceau d'une tradition conservatrice »¹³. Mais dans le même temps certains thèmes défendus par le gaullisme – comme la planification ou le rôle interventionniste de l'Etat - ne sont pas partagés par le conservatisme. Ce qui fait de lui « une exception fréquente du camp conservateur »¹⁴ et par conséquent une doctrine différente (2).

1/ L'extrême droite : un camp politique aux contours particuliers

Les études scientifiques portant sur la notion d'extrême droite fournissent des cadres référentiels. Parmi ces études on peut relever celle du politologue belge Cas Mudde. Ce dernier la présente sous quatre caractères : le nationalisme, la xénophobie, le chauvinisme social, et l'ordre par un Etat fort¹⁵.

- L'extrême droite c'est d'abord du nationalisme

Un nationalisme égoïste replié sur lui-même, qui refuse toute union spirituelle d'un peuple avec d'autres populations venant partager et poursuivre son histoire. Cela va jusqu'à une affirmation exacerbée de la primauté des seuls nationaux. Cas Mudde voit dans ce comportement un « nativisme »¹⁶. Ce terme issu de la littérature anglo-saxonne peut se définir comme « une idéologie selon laquelle l'Etat devrait être habité uniquement par les membres d'un groupe de natifs et les non natifs, que ce soit des personnes ou des idées, sont des menaces pour l'homogénéité de l'Etat-Nation »¹⁷. Cela se traduit par la recherche d'un monoculturalisme lié à la nation. Cela peut également se résumer à la défense de valeurs représentatives d'une identité excluant tous ceux qui en sont étrangers.

- C'est ensuite de la xénophobie

L'extrême droite possède une dimension xénophobe. C'est inhérent à tous leurs courants. Cette peur de l'étranger s'inscrit dans une dénonciation récurrente de l'immigration perçue comme une menace à la source de l'avènement d'une société multiculturelle.

- C'est également du chauvinisme social

La volonté de limiter l'action des œuvres sociales de l'Etat aux seuls nationaux renvoie au

¹¹ Olivier Guichard, « Réflexions sur le gaullisme », *Etudes gaulliennes*, n°14, p. 42.

¹² Olivier Guichard à Andrew Knapp, 26 mars 1991, *Le gaullisme après de Gaulle*, Seuil, 1996, p. 726.

¹³ Klaus Von Beyme, *Political parties in western democracies*, Aldershot Gower, 1985 p. 47

¹⁴ Ibid. p. 48.

¹⁵ Cas Mudde, « Expliquer le succès de l'extrême droite », *Politique*, Bruxelles, n°21, novembre 2001, p. 14.

¹⁶ Cas Mudde, *Populist Radical Right parties in Europe*, Cambridge University Press, Cambridge, 2007, p. 18.

¹⁷ Ibid.

chauvinisme social, lequel est une conséquence logique du nationalisme et de la xénophobie. Ce qui conduit à renforcer la lutte contre l'immigration.

- C'est enfin la recherche de l'ordre par un Etat fort

La croyance en l'ordre se traduit par la demande d'un renforcement des pouvoirs de l'Etat pour ce qui concerne surtout ses fonctions régaliennes. Un Etat par conséquent avec une police importante et un système judiciaire aux pouvoirs accrus mais non indépendant. C'est en fin de compte de l'autoritarisme d'Etat, c'est-à-dire une pratique autoritaire du pouvoir passant par un renforcement des organes étatiques les plus répressifs.

On peut également présenter l'extrême droite sous l'angle du discours de ses formations partisans. Ainsi Jean-Yves Camus distingue trois grands types de partis d'extrême droite selon que ceux-ci revendiquent ou non une filiation avec les formations autoritaires des années trente¹⁸. Les partis qui assument cet héritage représentent un poids électoral négligeable. Mais leur discours est parmi les plus durs et les plus xénophobes pour ne pas dire les plus racistes de tous les mouvements extrémistes. Un autre pan de l'extrême droite, qualifié comme « les nouveaux populismes xénophobes », rencontre un succès populaire réel. Il s'agit d'une « nouvelle catégorie de formations nationalistes xénophobes ». Leur idéologie renvoie à un discours assez virulent à l'encontre des « étrangers et des demandeurs d'asile » et où l'Etat se doit avant tout d'être « un régulateur de l'ordre public et un garant de l'identité nationale ». Enfin, une dernière tendance partisane de l'extrême droite renvoie à des « partis mixtes » que l'on peut décrire comme des formations « nationalistes xénophobes ». Ces formations présentent des formes de continuité idéologique avec les extrêmes droites traditionnelles tout en ayant davantage modernisé leur discours. Jean-Yves Camus y range notamment le Front National. Les principales caractéristiques programmatiques de ce type de formation seraient « l'acceptation formelle de la démocratie parlementaire et du pluralisme, débouchant sur une revendication de modernisation du cadre institutionnel et non plus de rupture avec celui-ci, et le ralliement partiel à l'économie de marché dans sa forme ultra-libérale ». Toutes ces formations partagent enfin « une même revendication identitaire : la préférence nationale, c'est-à-dire l'attribution aux seuls nationaux de souche des droits politiques, économiques et sociaux. Elles partagent également une même aversion pour la société multiculturelle, source supposée de tous les dysfonctionnements du corps social »¹⁹.

On pourrait multiplier les études, elles auraient en fin de compte un dénominateur commun : la xénophobie. Elle est probablement le « cœur idéologique »²⁰ de l'extrême droite, voire son « âme » à la fois dans le sens existentiel, mais aussi dans le sens de ce qui l'anime. Le discours extrémiste de droite s'appuie en effet sur un enchaînement logique dont la source est xénophobe : tout part d'une menace étrangère à l'égard de l'identité nationale, pour s'en préserver l'Etat doit être intransigeant et se renforcer, tous ceux qui refusent cette idée sont en réalité les défenseurs des élites en place et non pas du peuple d'où un discours qui devient populiste. On a ici un comportement qui a été produit par une peur alimentant un sentiment xénophobe. C'est cette peur et ce sentiment qui sont cultivés par des mouvements politiques extrémistes, générant ainsi une certaine cohérence dans le discours, mais sans être un courant doctrinal.

2/ Le gaullisme : une véritable doctrine

¹⁸ Jean-Yves Camus, « Extrême droite européenne : la rupture de la filiation fasciste ? », in « Nouveaux monstres et vieux démons : déconstruire l'extrême droite », *Contre-temps*, n°8, Editions Textuel, septembre 2003, p. 117-122.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ Terence Ball, « From « core » to « score » concepts : ideological innovation an conceptual change », *Journal of political ideologies*, 4, p. 391.

De son côté le gaullisme n'est pas plus simple à définir. L'enjeu est pourtant réel, car il conditionne toute réflexion sur sa particularité, sa permanence et sa survie après la mort de celui qui l'a inspiré. Cela est d'autant plus important que le gaullisme n'a plus de sens que pour 24% des Français²¹.

C'est « en juin 1940 que les mots « gaullisme » et « gaulliste » ont été utilisés pour la première fois, non pas par les partisans du général de Gaulle, mais par ses adversaires. Sous le vocable « gaullistes » sont alors désignés, par le régime de Vichy, les Français ayant rejoint de Gaulle à Londres et ceux qui, en métropole, poursuivent le combat »²². Très vite cependant, les termes commencent à être prononcés par les hommes de la France libre et, à la Libération ils sont repris.

On peut remarquer néanmoins que le général de Gaulle a lui-même très rarement employé le terme de « gaullisme ». Il l'utilise trois fois dans ses *Mémoires de guerre* et dans quelques discours²³. Dans le même temps, il explique à Philippe Ragueneau en 1953 ne pas vouloir « *de présentation doctrinale du gaullisme (...) (car) elle aurait la rigidité d'une religion* »²⁴. A plusieurs reprises, il exprime la nécessité de ne pas se laisser enfermer dans une position définitive et plaide pour une adaptation aux réalités du moment. C'est pourquoi, au fil du temps, une majorité de gaullistes recuse l'idée de doctrine, estimant qu'il est avant tout « un pragmatisme se tenant loin des idéologies et des systèmes »²⁵.

Mais, doit-on partager totalement cette idée ? Car le refus de considérer le gaullisme comme une doctrine peut conduire à toutes les formulations. Comme le remarque Patrick Guiol, « le pragmatisme de De Gaulle n'est pas incompatible avec l'existence d'une doctrine, l'absence de doctrine renvoie davantage à l'opportunisme. Or le pragmatisme est autre chose, il s'oppose au programmatisme »²⁶. Le pragmatisme procède de la doctrine des circonstances qui peut très bien s'appuyer sur des idées, si simples soient-elles. Du reste, si le général de Gaulle était opposé à préciser une doctrine de son vivant, il n'était pas opposé à ce qu'elle soit précisée après sa mort. Ce qu'il confirma également à Philippe Ragueneau : « *Après ma mort, on dira et on écrira beaucoup de choses. (...) Ce que j'aurai accompli, ce que j'aurai voulu, même si les circonstances devaient m'empêcher d'y parvenir, pourra servir de guide à d'autres que moi, après moi. Car si j'entends marcher librement, je ne marche pas pour autant au hasard. Ce sera le moment de sortir la doctrine* »²⁷.

Alors si l'on part du principe que le gaullisme est bien une doctrine dans le sens « d'un ensemble de notions qu'on affirme être vraies et par lesquelles on prétend fournir une interprétation des faits, orienter ou diriger l'action »²⁸, qui ne s'applique certes que dans le cadre national Français, quels en sont les principaux éléments ?

On peut en relever quatre :

- Le gaullisme c'est d'abord une certaine idée de la France

« *Toute ma vie je me suis fait une certaine idée de la France* ». Cette phrase qui ouvre la première page des *Mémoires de guerre* fournit la clé du gaullisme. A la base celle-ci on trouve une vue subjective de l'histoire nationale. La France constitue une personne vivante

²¹ Sondage TNS Sofres réalisé les 13 et 14 octobre 2010 par la Fondation Charles de Gaulle.

²² Bernard Lachaise, *Du général de Gaulle à Jacques Chirac – Le gaullisme et les Français*, CRDP Aquitaine, collection Histoire de notre temps, 2006, p. 15.

²³ Trois fois dans les *Mémoires de Guerre* (I p. 233 et 237 ; II p. 165) et deux fois dans les *Discours et Messages* le 10 mars 1952 (II p. 513) et le 9 septembre 1968 (V p. 322).

²⁴ Philippe Ragueneau, in, *Le dictionnaire du gaullisme*, op. cit. p. 191.

²⁵ Edouard Ballardur, in, *Le dictionnaire du gaullisme*, op. cit. p. 475.

²⁶ Patrick Guiol, *De Gaulle en son siècle*, tome 2, La Documentation française, 1990, p. 107-108.

²⁷ Philippe Ragueneau, in, *Le dictionnaire du gaullisme*, op. cit. p. 192.

²⁸ Définition du Petit Robert, souligné par Philippe Ragueneau, *ibid.* p.193

vouée à une destinée éminente. De cette idée découle un triptyque directionnel de l'action politique du gaullisme : grandeur, indépendance, puissance, la première étant l'objectif, la deuxième la condition, la troisième le moyen. L'aspiration à la grandeur n'est pas la chimérique ambition de vouloir ressusciter la puissance Française des siècles passés. C'est considérer que le destin de la France continue par les valeurs qu'elle a incarnées au cours de son histoire et qu'elle a aujourd'hui plus que jamais pour mission d'assumer. Pour cela, l'indépendance de la France est essentielle. Elle est en fin de compte la souveraineté du pays qui se doit d'être défendue. Mais, il n'y a ni de grandeur ni d'indépendance sans le développement d'une certaine puissance. Celle-ci n'est pas militaire, elle est en lien avec sa capacité d'action et d'innovation à travers le monde.

- Le gaullisme c'est aussi du républicanisme

D'abord parce qu'il considère avec une conception remplie d'humanisme que l'unité du pays dépend de l'unité et de la promotion de tous les Français indépendamment de leurs différences. Ensuite, parce qu'il complète le modèle républicain traditionnel. Celui-ci se traduisait par deux aspects. D'une part sur le plan politique, par l'idée que la souveraineté réside dans des citoyens égaux qui constituent la nation, que chaque homme naît comblé de droits naturels qu'il appartient à l'Etat de préserver, et dont il a pour charge de permettre l'épanouissement ; et, d'autre part sur le plan institutionnel, par l'omnipotence du parlement empêchant toute limitation dans son travail²⁹. Le gaullisme reprend de ce modèle républicain les grands principes de la souveraineté nationale et des droits de l'homme, mais en le corrigeant sur le plan institutionnel, grâce à la Constitution de 1958, par la prépondérance de l'exécutif appuyé sur le recours au suffrage universel direct des consultations populaires. Autrement dit, « le gaullisme a rendu la République compatible avec un pouvoir fort de l'exécutif »³⁰, qu'elle refusait par dogme depuis la chute de l'Ancien régime, et lui a prouvé que l'un et l'autre peuvent se concilier sans porter atteinte à l'Etat de droit et à liberté du citoyen.

- Le gaullisme c'est également une certaine idée de l'Etat

L'Etat est un thème essentiel du gaullisme dans la mesure où il apparaît comme inhérent à la République. Le gaullisme s'inscrit en effet dans cette idée selon laquelle l'objectif d'un Etat et le sens même de son existence comme de ses décisions doivent être le bien commun, la *res publica* : la chose publique. Dans le même temps, l'Etat apparaît comme une condition de l'unité de la Nation. L'Etat, écrit de Gaulle, n'est pas « *une juxtaposition d'intérêts particuliers dont ne peuvent sortir jamais que de faibles compromis, mais une institution de décision, d'action, d'ambition, n'exprimant et ne servant que l'intérêt national* »³¹. L'Etat remplit sa fonction à partir du moment où il incarne l'intérêt général, qu'il n'est pas au service d'un clan, d'une classe ou d'une coalition d'intérêts privés. C'est à cette condition que l'Etat est légitime aux yeux de la population et, par conséquent, efficace dans ses décisions. Ce qui inscrit l'Etat dans un projet social. Le gaullisme considère l'action sociale comme un moyen indispensable de la cohésion nationale, afin de mieux l'entraîner dans un projet plus large pour le pays, et dont le but ultime est son rang dans le monde.

- Enfin le gaullisme est démocratique

²⁹ Serge Berstein et Odile Rudelle, *Le modèle républicain*, PUF, 1992, p. 412 et s. Voir également Serge Berstein, « Le modèle républicain : une culture politique syncrétique » in *Les cultures politiques en France*, Seuil, 1999, p. 113 et s.

³⁰ Serge Berstein, « De la démocratie plébiscitaire au gaullisme : naissance d'une nouvelle culture politique républicaine ? », in *Les cultures politiques en France*, op. cit. p. 168.

³¹ Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, tome 3, Plon, 1970, p. 98.

Le général de Gaulle utilisait rarement le terme de démocratie³², mais il lui était fidèle et considérait que « *la démocratie se confond avec la souveraineté nationale* »³³. Elle n'est pour lui « ni la représentation ni l'expression de l'opposition »³⁴. Elle est surtout un appel au suffrage, un processus de ratification par le biais du référendum. Il ne faut pas y voir l'expression moderne d'une résurgence plébiscitaire bonapartiste. Les deux empires ont pratiqué le plébiscite, ratification *a posteriori* des décisions du pouvoir, alors que de Gaulle a eu recours au référendum, interrogeant les Français sur les grandes décisions qui engageaient leur avenir et susceptible d'une réponse négative. On peut voir dans cette faculté de toujours donner le dernier mot au peuple, notamment lorsqu'il s'agit de sa destinée et de sa liberté, ce qu'Odile Rudelle appelle un « libéralisme démocratique »³⁵.

Ces définitions de l'extrême droite et du gaullisme laissent apparaître des divergences insurmontables : la xénophobie et le chauvinisme social qui en découle sont propres à la seule extrême droite. Le républicanisme et la défense de la démocratie sont au contraire des valeurs au cœur du gaullisme et étrangères à l'extrême droite. D'autres thèmes, comme l'importance de la Nation et de l'Etat sont développés autant par les gaullistes que par les extrémistes. Des thèmes communs ne produisent cependant pas des idées communes.

B : Quelques thèmes communs seulement en apparence

Le nationalisme est inhérent à l'extrême droite. Nombreux sont les observateurs à s'accorder sur ce point. En ce qui concerne le gaullisme, certains théoriciens, René Rémond³⁶, Serge Berstein³⁷ ou encore Jean Charlot³⁸ le présentent comme possédant également « une forme de nationalisme » en raison notamment d'une volonté de grandeur nationale. Or il semble que le gaullisme ne se réduit pas au « primat de la nation » comme le laisse entendre Olivier Guichard³⁹. Dès lors, il faut davantage y voir un patriotisme (1) et un sens l'Etat (2) bien différent du nationalisme et du culte de l'Etat de l'extrême droite.

1/ Le « patriotisme » du gaullisme n'est pas le « nationalisme » inhérent à l'extrême droite

Le gaullisme ne saurait être taxé de nationalisme, parce que de Gaulle refusa toujours de mesurer les valeurs dont il se recommandait à l'aune de la seule nation : « *la seule querelle qui vaille* » est pour lui avant tout « *celle de l'homme* »⁴⁰. Certes la jeunesse de Charles de Gaulle a certainement subi l'empreinte du climat nationaliste et revanchard des années 1910-1920. Il connaît assurément les auteurs nationalistes de cette époque, Maurras et son nationalisme anti-démocratique, Barrès et son nationalisme républicain, Péguy et son nationalisme romantique. Hormis Maurras, on pourrait trouver des analogies avec ces auteurs et certains propos du général de Gaulle⁴¹. Mais en réalité la mystique nationale gaulliste est avant tout du patriotisme, car elle ne tombe pas dans les excès du nationalisme : les choix

³² Une étude de J.M. Cotteret et R. Moreau sur les mots utilisés par le général de Gaulle entre 1958 et 1965 note qu'il a utilisé 3 fois le terme de démocratie, in, *Le vocabulaire du général de Gaulle*, Armand Colin, 1969.

³³ Londres 27 mai 1942, *Discours et Messages*, tome 1, *op. cit.* p. 194

³⁴ Jean Touchard, *Le gaullisme*, Seuil, 1978, p. 310.

³⁵ Odile Rudelle, « De Gaulle et la République », in *Le Modèle républicain*, *op. cit.* p. 393.

³⁶ Cf. René Rémond, *Les droites en France*, Editions Aubier-Montaigne, 4^e édition, 1992, p. 305.

³⁷ Serge Berstein, *Les cultures politiques en France*, *op.cit.* p. 159.

³⁸ Jean Charlot, *De Gaulle en son siècle*, tome 2, *op. cit.* p. 420.

³⁹ Olivier Guichard, in *Le dictionnaire du gaullisme*, *op. cit.* p. 491.

⁴⁰ Conférence de presse du 25 mars 1959, in *Discours et Messages*, tome 3, p. 94.

⁴¹ Voir sur ce point Jean-Christian Petitfils, *Le gaullisme*, PUF, 1994, p. 34

individuels et les libertés personnelles sont toujours l'objet d'un scrupuleux respect.

Ce que de Gaulle affirme lui-même d'une certaine façon à Romain Gary lorsqu'il lui dit : « *Le patriotisme c'est lorsque l'amour du peuple auquel vous appartenez passe en premier ; le nationalisme, c'est lorsque la haine des autres peuples l'emporte sur tout le reste* »⁴². Dès lors, si le gaullisme est davantage patriotisme que nationalisme, c'est parce qu'il ne suppose pas un culte exclusif de la nation. Il faut voir dans le gaullisme une expression politique du patriotisme. Estimant que les Français font la France, qu'ils peuvent la rendre glorieuse ou pitoyable, le gaullisme se veut un vecteur d'entraînement patriotique. Il aspire à cultiver le dévouement des Français envers leur pays, considérant que « *le patriotisme peut être érigé en vertu suprême* »⁴³. Car il y a dans le gaullisme la volonté de cultiver le sentiment national. Un sentiment qui renvoie à une idée de la nation comme l'expression d'une solidarité ressentie par les hommes que l'histoire et l'acceptation de sacrifices ont unis et continuent d'unir. Le sentiment national que cultive le gaullisme, vient de ce qu'il est ouvert et rassembleur parce qu'il est consciemment débarrassé de tout marqueur susceptible de se limiter à une partie seulement du peuple Français⁴⁴.

L'extrême droite, au contraire, n'est pas patriotique mais bien nationaliste. Elle exprime une doctrine de supériorité ou d'isolement en « estimant que les Etats nationaux doivent être fondés sur un peuple à l'exclusion de tous les autres »⁴⁵. Cela s'explique par sa volonté de préserver une identité. Elle a le désir d'une société homogène au point que lorsqu'elle fait l'apologie des différences, c'est encore pour mieux confiner chacune d'elles. Une considération qui fait que l'extrême droite, pourtant si virulente avec ce qui est étranger, peut parfaitement s'accommoder d'une entente avec d'autres mouvements extrémistes extérieurs. Tel est le paradoxe d'une famille politique qui est nationaliste, mais qui par affinité idéologique est prête à soutenir des mouvements nationalistes étrangers pourtant ennemis du pays. L'extrême droite Française qui durant la seconde guerre mondiale a collaboré avec la politique nazie de l'Allemagne en est un exemple. C'est que l'extrême droite, du fait de sa xénophobie, défend avant tout un repli identitaire, et ce, même si cela suppose la remise en cause de la grandeur du pays et son rayonnement.

2/ Le « sens de l'Etat » du gaullisme n'est pas le « culte de l'Etat » de l'extrême droite

Le gaullisme s'exprime dans la volonté de fonder un Etat respecté et indépendant de tout ce qui pourrait nuire à son autorité. Pour y parvenir la réforme des institutions par le biais de la V^e République a été le moyen de créer cet Etat pour ensuite défendre l'intérêt du pays. Le sens de l'Etat du gaullisme est un sens de la décision qui ne s'écarte jamais de ses responsabilités.

Cela se traduit, sur le plan économique, par le fait que le gaullisme n'est pas « un adepte du néo-libéralisme, un nostalgique de la libre entreprise et du laissez-faire, laissez-passer »⁴⁶. Il a du rôle de l'Etat une conception exigeante, parce qu'il y a la conviction que l'Etat est responsable de la politique économique du pays. A cette idée, s'ajoute l'ambition de réaliser une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme par une économie dirigée, mais respectant la libre entreprise, associant aux responsabilités et aux résultats toutes les catégories de la population active. D'où un certain étatismes, non pas dans le sens d'une

⁴² Roland Nungesser, *in Dictionnaire du gaullisme, op. cit.* p. 492.

⁴³ Charles de Gaulle lors d'une conférence devant ses camarades de Saint Cyr en 1913 ; souligné par Odile Rudelle, *De Gaulle et la République, op. cit.* p. 389.

⁴⁴ Jean Charlot, « *L'héritage gaullien* », *in De Gaulle en son siècle, tome 2, op. cit.* p. 420.

⁴⁵ Manuel Abramowicz, *Guide des résistances à l'extrême droite*, Editions Labor, Bruxelles, 2005, p. 30.

⁴⁶ Jean Touchard, *Le gaullisme, op. cit.* p. 268.

concentration des pouvoirs économiques et sociaux dans les mains de l'Etat, mais dans l'acceptation de l'interventionnisme étatique dans le domaine économique et social quand cela est nécessaire.

C'est pourquoi, si l'on a coutume de présenter le gaullisme comme souhaitant réaliser un Etat fort, en réalité il recherche davantage un Etat « solide » capable de résister à toutes les influences le détournant de l'intérêt national, et sans avoir recours à la contrainte. On ne trouve dans le gaullisme aucune trace du culte de l'Etat pour l'Etat. Ce que l'on pourrait appelé « la statolâtrie » inhérente aux mouvements d'extrême droite les plus durs. L'Etat au sein du gaullisme est au contraire un instrument nécessaire au service de la nation, ce n'est pas la nation qui est au service de l'Etat. Il y a une conception instrumentale et non pas idéologique. L'Etat n'a pas d'existence propre, pour la raison essentielle qu'il n'est pas le moteur de l'adhésion. Seule la France est digne d'être aimée.

L'Etat cher à l'extrême droite est différent. D'abord certain courant d'extrême droite ont remplacé le culte de l'Etat par une idéologie appelant à le dépasser par des régions ethno-culturelles. Ensuite ceux qui défendent l'Etat fort ne seraient pas dérangés par l'instauration d'un Etat policier dans lequel la démocratie serait bafouée. Une telle conception s'explique par la réduction du rôle de l'Etat à ses fonctions régaliennes. Son rôle social doit être minimisé afin de réaliser notamment une politique anti-fiscaliste. Cela se traduit à la fois par une sorte de régénérescence sociale afin que la société soit moins en attente d'un interventionnisme de l'Etat, et un discours populiste flattant les instincts de la population en affirmant que les élites en place ne sont pas capables de comprendre les réalités.

En fin de compte, les idées véhiculées et défendues séparent le gaullisme de l'extrême droite. Une divergence idéologique qui ne peut que conduire à des courants politiques tout aussi opposés.

II : Des courants politiques dissemblables en raison d'une culture politique opposée

Le gaullisme partisan n'existe plus. Dès lors, il s'agit davantage aujourd'hui de réclamations de personnes qui s'inscrivent dans une famille politique se revendiquant gaulliste. Cette expression de « famille politique » peut être définie comme « l'ensemble des individus ou des groupes qui partage une même culture politique, c'est-à-dire une vision commune de l'histoire, de la société des institutions et de leur évolution souhaitable »⁴⁷.

Cette culture politique est ce qui éloigne les gaullistes des extrémistes de droite. « Les références et les valeurs »⁴⁸ que porte chacun d'eux les opposent (A) jusque dans la diversité de leurs mouvements politiques (B).

A : Des gaullistes bien différents des extrémistes

Il y a dans le gaullisme une exhortation à l'effort et un souci du réalisme. Cela se traduit par la volonté de saisir le sens de l'histoire. Tout autre est le discours d'extrême droite qui dénonce le présent pour mieux mettre en avant un âge d'or perdu (1). Voilà pourquoi, même si parfois le gaullisme attire les personnes les plus diverses, et ce jusqu'à l'extrême droite, ce n'est qu'un épiphénomène (2).

1/ Une volonté d'adaptation chez les gaullistes opposée à une haine du présent chez les extrémistes

⁴⁷ Serge Berstein, « Introduction générale », in *Les familles politiques en Europe occidentale au XX^e siècle*, De Boccar, EFR, n°267, 2000.

⁴⁸ Serge Berstein, *Les cultures politiques en France*, op.cit. p. 9.

Le gaullisme ne se réduit pas à penser ou à agir comme si le monde était encore celui du général de Gaulle, comme il ne saurait se réduire à l'imitation de ses politiques. « Ce qui est intangible ce sont les principes pas les politiques »⁴⁹. Ces principes renvoient aux caractéristiques évoquées dans le gaullisme et qui peuvent se résumer dans une idée directrice : l'idée d'une France indépendante, puissante et grande défendant les valeurs d'une République ouverte sur le monde grâce à un Etat solide dans ses institutions, et n'hésitant pas à intervenir dans l'économie et la société pour mieux entraîner les Français dans ses projets et recueillir leur adhésion. Mais c'est aussi défendre les acquis politiques qui empêchent de refaire les erreurs que le gaullisme a su corriger. Dans ces acquis on trouve l'instauration de la V^e République et son régime parlementaire rationalisé qui a mis fin à des décennies d'instabilité gouvernementale ; on trouve la dissuasion nucléaire qui a renforcé la position de la France vis-à-vis de ses alliés ; on trouve la place de la France dans l'Europe par l'entente du couple franco-allemand comme moteur de la construction européenne ; et l'on trouve enfin le refus de tout dogmatisme économique pour mieux libérer l'Etat de tout carcan idéologique et lui permettre quand cela est nécessaire d'agir soit comme soutien ou comme initiateur à l'activité.

Chez les extrémistes de droite, il y a surtout une « haine du présent »⁵⁰. Sans cesse ils condamnent la situation sociale, politique et morale et l'époque dans laquelle ils vivent. Cette idée d'un état de décadence s'explique chez eux par un soi-disant complot mené contre le pays. Et ce dégoût du présent renvoie à une volonté de rompre avec la société en place notamment par la violence. La raison est une « causalité diabolique »⁵¹ pour reprendre l'expression de Léon Poliakov. Les difficultés du pays sont toujours attribuables à certaines catégories d'individus. Il y a toujours l'explication simpliste d'un bouc émissaire. Ainsi, au-delà des différences et des désaccords entre les différentes formations, « l'extrême droite trouve dans les mots qu'elle utilise des points de ralliement pour ceux qui se sentent appartenir à ce « camp ». Ils ont de multiples désaccords, mais un certain langage commun : celui de la nostalgie, du déclin et du combat nécessaire qu'ils désignent comme leurs ennemis : l'anti-France ». Parmi ces ennemis on trouve « la stigmatisation des élites politiques et économiques, la dénonciation de l'immigration et de la différence culturelle »⁵².

2/ Le gaullisme en lui-même comme vecteur rassembleur chez les gaullistes opposé à l'opportunisme des extrémistes de droite

L'impression qui se dégage dans le gaullisme est une idée de rassemblement où cohabitent des personnages divers venus d'horizons politiques différents. L'étiquette gaulliste a attiré des profils bigarrés en raison notamment de la volonté du général de Gaulle de dépasser les clivages politiques de droite et de gauche, ce qui a attiré jusqu'à l'extrême droite.

Au temps du RPF, entre 1947 et 1953, le gaullisme politique a un ton profondément dramatique. Dans un climat de guerre froide, la France semble menacée de partout, mais surtout de l'Union Soviétique. Le général de Gaulle dénonce les communistes Français, ces « hommes qui ont fait vœu d'obéissance aux ordres d'une entreprise étrangère de domination (...) pour plier la France à un régime de servitude totalitaire »⁵³. Il se montre très anti-communiste au point que ses propos, pour une partie de la presse, s'assimilent à un

⁴⁹ Edouard Ballardur, *in Dictionnaire du gaullisme, op. cit.* p. 475.

⁵⁰ Michel Winock, *La droite hier et aujourd'hui*, Perrin, 2012, p. 238.

⁵¹ Léon Poliakov, *La causalité diabolique, Essai sur l'origine des persécutions*, Calmann-Lévy, 1980.

⁵² Erwan Lecoeur, (sd), *Dictionnaire de l'extrême droite*, Larousse, 2007, p. 15.

⁵³ Discours de Rennes du 27 juillet 1947, *Discours et Messages*, tome 2, p. 51.

extrémisme de droite parfois même comme « un néo-fascisme »⁵⁴. Or même s'il fut excessif, son discours ne fut jamais xénophobe n'hésitant pas au contraire, pour mieux dynamiser le pays et moderniser sa production, « à faire appel à deux millions de travailleurs étrangers »⁵⁵. Ce contexte d'exaltation verbal est également renforcé par un service d'ordre aux méthodes parfois violentes, ce qui a provoqué à l'époque de forts soupçons d'autoritarisme⁵⁶ et d'activisme répréhensible⁵⁷. Dans le même temps, le RPF rallie des nostalgiques de Vichy⁵⁸ voire des personnages qui s'étaient compromis dans la collaboration⁵⁹. Pierre Poujade lui-même « commence sa carrière politique comme conseiller municipal de Saint-Géré sur une liste RPF »⁶⁰. La volonté de rassemblement du gaullisme de l'après-guerre faisait qu'il ne filtrait pas ses membres et accueillait facilement. Le résultat est que le label du gaullisme permettait à ces débuts, pour certains, de faire « oublier des souvenirs parfois gênants de la période de Vichy »⁶¹.

Dès lors, même si on peut constater que des rapports entre l'extrême droite et le gaullisme ont été présents, au début de la création du RPF, cela n'a pas été jusqu'à l'adhésion du gaullisme aux idées de l'extrême droite. Ce sont certains personnages de l'extrême droite qui se sont servis un temps d'un rapprochement avec lui dans un but opportuniste.

Certes, ils se sont également rapprochés avec la guerre d'Algérie. C'est que pour l'un et l'autre la défense de l'Algérie Française devient un leitmotiv. Mais tandis qu'à l'extrême droite cette volonté est réelle, pour les gaullistes, elle est surtout un moyen de revenir au devant de la scène et de fustiger les institutions de la IV^e République, le drame algérien n'étant que le révélateur d'une crise politique et institutionnelle plus profonde. Cette collusion entre l'extrême droite et le gaullisme est donc de courte durée dès lors que le général de Gaulle est de retour au pouvoir et que la politique gaullienne s'inscrit dans l'autodétermination de l'Algérie. Cela a conduit à une exclusion de certains gaullistes qui n'acceptent pas cette politique, mais pas à un changement de camp des gaullistes. Les gaullistes évincés n'en rejoignent pas pour autant l'extrême droite – à quelques rares exceptions comme Jean-Jacques Susini, l'un des fondateurs de l'OAS, qui avait toujours manifesté un goût pour l'activisme au temps du gaullisme d'opposition de la IV^e République. C'est pourquoi, même après la disparition du général de Gaulle tous les partis politiques qui se sont revendiqués du gaullisme ont toujours été sans lien avec l'extrême droite considérant qu'elle est une menace pour la République. « Même Jacques Chirac qui, dans les années 1980 avait couvert certains accords locaux entre le FN et le RPR au prétexte qu'il ne s'agissait que du pendant de l'alliance entre socialistes et communistes, refusa par la suite toute forme de

⁵⁴ « *L'Eveil du peuple* » de Lille dénonce le 17 décembre 1947 « le néo-fascisme du RPF » ; voir également André-Jean Tudesq, « Le RPF et les médias », in « *De Gaulle et le RPF* », *op. cit.* p. 709.

⁵⁵ Charles de Gaulle, « *Discours de Strasbourg* », 7 avril 1947. Voir également Jean-Louis Matharan, « 7 avril 1947 Charles de Gaulle à Strasbourg » in *De Gaulle et le RPF*, *op. cit.* p. 44.

⁵⁶ Voir même de fascisme pour certains, cf. Jean Plumeyene, *Les fascismes français 1923-1963*, Seuil, 1963, pp. 221-225.

⁵⁷ Cf. François Audigier, *Histoire du SAC – la part d'ombre du gaullisme*, Stock, 2003, p. 427 et s.

⁵⁸ « Ainsi Boireau, maire de Libourne désigné par Vichy en mai 1941, élu maire RPF de la même ville le 26 octobre 1947 aurait multiplié les déclarations en faveur de Pétain. Autre exemple celui de Contenot, candidat RPF, qui après la francisque arborait la croix de Lorraine. » in *De Gaulle et le RPF*, *op. cit.* p. 629

⁵⁹ « Des cas individuels furent ainsi dénoncés par les socialistes, celui de Paul Dammin avocat au barreau de Strasbourg qui avait détourné des biens spoliés ; celui du Dr. Pantaloni, maire RPF de Constantine, ancien membre du PPF. » in *De Gaulle et le RPF*, *op. cit.* p. 629.

⁶⁰ Michel Winock, *Histoire de l'extrême droite en France*, Seuil, 1994, p. 223.

⁶¹ Albert Mabileau, « La parenthèse du gaullisme municipal », in *De Gaulle et le RPF*, Actes du Colloque de Bordeaux, 1997, p. 462.

compromis lors des élections nationales »⁶². Certes l'idée d'une « droite sans complexe » défendue par Nicolas Sarkozy laisse parfois planer un doute, notamment par la reprise de certains thèmes souvent développés par l'extrême droite comme le lancement du grand débat sur l'identité nationale à l'automne 2009. Mais c'est sans compter avec une « allergie de toute une partie des héritiers du gaullisme »⁶³ face à ce que représente l'extrême droite.

Cela peut s'expliquer par le fait qu'une adhésion à l'extrême droite suppose, non pas seulement une adhésion à des idées qui sont étrangères au gaullisme, mais aussi, à une adhésion envers son chef. Sa fonction est de « représenter le peuple mécontent, de polariser toutes les aspirations au changement et d'unifier l'action protestataire »⁶⁴. On pourrait croire qu'il en est de même du gaullisme qui a besoin d'une personnalité qui l'entraîne mais en réalité cela ne se situe pas sur le même registre. Chez ceux qui se revendiquent du gaullisme, il y a surtout une admiration pour le gaullisme en lui-même, pour ce qu'il incarne et représente. C'est ce qui explique que le gaullisme politique a perdurer après le général de Gaulle, car il n'y avait pas de culte du chef semblable à l'extrême droite. Certains des mouvements de cette dernière ont disparu avec leur leader laissant apparaître une sorte d'extrémisme biologique, c'est-à-dire inhérent à son chef, au point que lorsque celui-ci disparaît le mouvement disparaît avec lui (les Croix de feu du colonel de la Roque ou le PPF de Jacques Doriot par exemple).

Tel ne fut pas le cas du gaullisme, et c'est peut-être ce qui explique que, même après sa disparition en tant que parti, l'héritage est encore réclamé.

B : Des mouvements politiques sans commune mesure

La diversité semble à première vue un point commun entre le gaullisme et l'extrême droite. Elle est présente dans les mouvements politiques qui se revendiquent ou s'apparentent à l'un ou à l'autre. Or à y regarder de plus près, il semble que ce ne soit qu'une apparence tant dans la diversité idéologique (1) que dans l'ampleur des formations (2).

1/ Une moindre diversité de l'idéologie gaulliste que de l'idéologie extrémiste

Les mouvements gaullistes ont toujours été nombreux au point de ne pas pouvoir les présenter sous l'angle d'« une vision monolithique »⁶⁵. Mais en réalité on pourrait différencier deux gaullismes : le gaullisme gaullien propre au général de Gaulle et qui par conséquent disparaît avec lui en 1970 et le gaullisme partisan qui entend perdurer après lui. Certains auteurs évoquent pour ce dernier un « néo-gaullisme » pour marquer la rupture⁶⁶. Quel que soit le terme retenu, le gaullisme présente, depuis la disparition du Général, trois courants principaux, « les gaullistes orthodoxes, libéraux et de gauche »⁶⁷. Les gaullistes orthodoxes, ce sont ceux qui veulent rester les plus fidèles possibles à la pensée du général de Gaulle, ils calquent leur attitude sur lui et recherchent dans ses écrits ou ses discours des indications pour les combats présents et à venir. Le gaullisme libéral estime qu'il y a dans le gaullisme davantage d'empirisme que de principes intangibles. On peut donc s'adapter aux circonstances sans se rapporter en permanence à ce qu'a dit ou fait le général de Gaulle en son temps. Le gaullisme de gauche qui revendique par cette double appellation que les grands

⁶² Pascal Perrineau, *La France face au front*, Fayard, 2014, p. 197.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Michel Winock, *Histoire de l'extrême droite en France*, op. cit. p. 247.

⁶⁵ Jérôme Pozzi, *Les mouvements gaullistes : Partis, associations et réseaux 1958-1976*, Presse universitaire de Rennes, 2011, p. 12.

⁶⁶ René Rémond, *Les droites en France*, op. cit. p. 341.

⁶⁷ Jean-Christian Petitfils, *Le gaullisme*, op. cit. p. 102.

idéaux de la gauche n'ont rien d'incompatible avec le gaullisme, et qu'au contraire il peut les accomplir⁶⁸.

A la suite de la disparition du général de Gaulle, ses successeurs, au premier rang desquels on trouve, Georges Pompidou et Jacques Chirac, ont adopté un gaullisme libéral c'est-à-dire surtout pragmatique afin de mieux l'associer avec les droites européennes. Et c'est ce courant qui est encore majoritaire au moment de la création de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) en 2002. Le gaullisme de gauche n'a en effet jamais vraiment eu l'importance qu'il pouvait avoir ; quant au gaullisme orthodoxe qui avait sa raison d'être dans les premières années de la disparition du général de Gaulle et dans une époque qui n'était pas encore trop différente à la sienne, il a été marginalisé avec le temps.

De son côté, l'extrême droite est encore plus variée. On trouve des nostalgiques de la monarchie, des intégristes catholiques, des nostalgiques de l'Algérie Française, des hooligans, des révisionnistes, ou encore des anti-Front national jugé comme un parti trop modéré. Certaines formations sont islamophobes, d'autres sont surtout antisémites, certaines sont attachées à la nation, d'autres se réclament d'une forme d'occidentalisme dépassant le cadre national. L'extrême droite est en effet un enchevêtrement de partis, de mouvements, de groupuscules politiques, tous soucieux avant tout de leur indépendance. C'est pourquoi, même si aucun de ces mouvements, groupes ou partis ne revendiquent l'étiquette d'extrême droite, tant celle-ci est connotée péjorativement, on en recense en France pas moins d'une cinquantaine⁶⁹.

2/ Des mouvements gaullistes proches du souverainisme et un Front National fondamentalement anti-gaulliste

A l'heure actuelle, depuis l'autodissolution du RPR le 21 septembre 2002 puis la création de l'UMP, le gaullisme de parti a disparu. La création de l'UMP se fait par une alliance réalisée avec plusieurs formations de droite – principalement le RPR qui fédérait les gaullistes, Démocratie Libérale et un certain nombre de centristes issus de l'UDF. Ce parti est notamment créé afin de fournir un grand parti de gouvernement conservateur. L'UMP représente avant tout « une déclinaison assez fidèle des partis de droite en Europe, dont beaucoup sont structurés autour d'une conservatisme social et un libéralisme économique »⁷⁰ étranger au gaullisme. Même si l'UDR après 1969 puis le RPR après 1976 ne reprenaient déjà plus toutes les idées du général de Gaulle en bloc, la filiation avec le gaullisme était revendiquée. En étant fédéré avec d'autres forces conservatrices, le gaullisme n'est plus la référence de la droite conservatrice en France. La présence au sein de l'UMP d'un courant se revendiquant de lui « les gaullistes en mouvement » constitué autour de Michèle Alliot Marie, – qui a créé le Chêne en 2006 – Roger Karotchi, – qui a de son côté créé le « rassemblement gaulliste » en juin 2012 - Henri Guaino et Patrick Ollier n'y change rien⁷¹. Il représente en outre un courant assez minoritaire⁷². L'adoption du nom « Les Républicains » à la place du sigle UMP au Congrès du 30 mai 2015 ne signifie pas un retour aux origines gaullistes. Pour preuve les courants internes qui existaient au sein de l'UMP sans véritablement avoir été une

⁶⁸ *Ibid*

⁶⁹ « Les groupes et partis d'extrême droite en France » mai 2014, *reflexes.samizdat.net*

⁷⁰ Olivier Nay (sd), *Lexique de science politique*, Dalloz, 2013, p. 604.

⁷¹ Le texte de sa motion reprend les principes traditionnels du gaullisme : « l'homme et sa promotion la défense des valeurs républicaines, la défense des institutions de la V^e République, la vocation universelle de la France et sa place centrale dans l'Europe ». Texte de la motion les gaullistes en mouvement, *in* gaullistesenmouvement.org

⁷² Au Congrès UMP du 18 novembre 2012 « les gaullistes en mouvement » arrivent en avant-dernière position et ne recueillent 12,3% des voix.

réussite⁷³ sont supprimés révélant ainsi le peu d'attachement aux sensibilités historiques – parmi lesquelles on peut ranger le gaullisme – au sein de cette nouvelle formation.

Il existe cependant des mouvements qui se revendiquent « gaullistes » comme « Debout la République », « République Solidaire », « Union du Peuple Français ». Leur point commun est la défense de la souveraineté nationale généralement à l'égard de l'Europe. Ce qui fait d'eux davantage des mouvements dits « souverainistes » et non extrémistes. Car, « il ne faut en aucun cas inclure dans la famille d'extrême droite les formations conservatrices de type « souverainiste » (...) ni les partis conservateurs éventuellement tentés, par moments, par une rhétorique de type nationaliste »⁷⁴. La « notion de souverainisme doit en effet être considérée moins comme un concept analytique que comme une catégorie de classement issue de l'expérience politique européenne et largement déployée par des acteurs politiques dont le point commun est d'être hostiles à la construction d'un espace politique européen qui les fait pourtant exister »⁷⁵. Ce qui fait des gaullistes de cette mouvance des « nostalgiques »⁷⁶ d'une période révolue. Car, si « le souverainisme peut être considéré comme un élément du gaullisme, le gaullisme ne se résume pas au souverainisme »⁷⁷. Il va au-delà de la défense de la souveraineté.

Tout autre semblerait être le MIL, Mouvement Initiative et Liberté, présenté parfois par la presse comme « flirtant avec l'extrême droite »⁷⁸. Mais cette association fondée en novembre 1981 en réponse à l'arrivée de la gauche au pouvoir, se veut un « mouvement de réflexion civique, gaulliste et nationale »⁷⁹. Il n'est pas un parti politique et ne présente pas de candidats, car son action est civique. Si le discours est parfois radical notamment en ce qui concerne la protection identitaire, ces écarts de langage ne doivent pas faire oublier qu'il « ne présente pas de candidats aux élections » et qu'il « soutient ceux qui lui paraissent le mieux en mesure de faire gagner la droite républicaine »⁸⁰. C'est pourquoi, il fut un mouvement associé au RPR à partir de 1992 à l'UMP à partir de 2002⁸¹ et encore depuis 2015 au sein des Républicains⁸². Il est avant tout un appui envers ces candidats⁸³ en occupant des actions de terrains : tractage, organisation de meetings, de manifestations. Ses membres sont « un vivier de militants actifs »⁸⁴ et non un lien ou une passerelle avec l'extrême droite.

De son côté l'extrême droite a toujours été virulente à l'égard du général de Gaulle. L'anti-gaullisme est resté présent chez un grand nombre de ses militants, du moins parmi les plus âgés. On peut cependant noter à propos de Jean-Marie Le Pen que celui-ci s'est singularisé par différentes attitudes paradoxales. Guy Pervillé note que « Jean-Marie Le Pen

⁷³ Sur l'échec de l'institutionnalisation de courants, voir Florence Haegel, *Les droites en fusion – Transformations de l'UMP*, Presse de la Fondation Nationale de Science Politique, 2012, p. 122 à 126.

⁷⁴ Jean-Yves Camus, « Extrême droite », *Encyclopédie universalis*.

⁷⁵ Yves Deloye, « Souverainisme », in, *Dictionnaire des élections européennes*, Paris, Economica, coll. Etudes politiques, 2005.

⁷⁶ Philippe Boulanger, Souverainisme, arrière-garde nostalgique du gaullisme, *Le Banquet*, CERAP, mars 2006, p. 225.

⁷⁷ Jean Charbonnel, *Pour l'honneur du gaullisme – Contre enquête sur un héritage*, Riveneuve éditions, 2011, p. 323.

⁷⁸ Abel Mestre et Caroline Monnot, *Le Monde*, 2 février 2010.

⁷⁹ Statuts du MIL, in lemil.org

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ Selon François Audigier, la raison est parce qu'en « rassemblant les éléments les plus droitiers le MIL empêcherait ces derniers de dériver vers le FN », in *Histoire du SAC*, op. cit. p. 488.

⁸² Il dispose du statut de personne morale associée et à ce titre il est représenté par dix conseillers au sein des Conseils nationaux des Républicains. Communication du MIL du 16 décembre 2015

⁸³ Cf. Hervé Mathurin, « Les gardiens du temple – Dans l'ombre de l'UMP le MIL accomplit les tâches ingrates », *Sud Ouest*, 8 mars 2011.

⁸⁴ Claudia Courtois, « Du rififi dans la maison bleue », *Le Point*, 12 mai 2011.

ne parlait jamais en mal du général de Gaulle comme s'il était fasciné par le personnage historique »⁸⁵. De même en 1998 lors d'une interview sur le 13 mai 58, il qualifie la stratégie politique du général de Gaulle de « génial »⁸⁶. C'est ce qui explique peut-être qu'il ait placé en 1999 son petit-fils en deuxième position après lui sur sa liste des européennes. Le numéro 1 de la liste du FN voulait-il par ce choix s'afficher comme le digne successeur du Général ? Un comble pour ceux qui entouraient Jean-Marie Le Pen depuis longtemps. Mais cela n'est qu'un leurre, témoignant de la personnalité complexe de l'ancien président du FN, capable d'adopter plusieurs rôles lorsque les intérêts électoraux de son parti sont en jeu. La publication de ses *Mémoires*⁸⁷ l'illustre, de Gaulle est pour lui « une horrible source de souffrance pour la France » et mieux encore « un faux grand homme dont le destin fut d'aider la France à devenir petite ». Autant de propos qui révèlent sa véritable perception du général de Gaulle et par là-même « son anti-gaullisme déchaîné, tenace dans la haine et l'injure »⁸⁸.

D'ailleurs, lorsque l'on s'attarde sur le programme du FN, certains points qui semblent aller dans le sens du gaullisme, ne sont en réalité qu'une apparence. En effet, l'usage du référendum défendu par le FN est plus large. C'est le cas de « l'usage unique du référendum pour réviser la Constitution », ou encore d'un référendum « d'initiative populaire »⁸⁹. Le référendum n'était pour le général de Gaulle qu'un dernier recours et à l'usage exclusif du chef de l'Etat. Si l'on poursuit sur l'aspect institutionnel, on peut noter la défense du mode de scrutin proportionnel par un souci purement électoraliste, alors que le mode de scrutin majoritaire à deux tours peut être considéré comme faisant partie du « legs institutionnel gaulliste »⁹⁰. On peut également relever la proposition d'assurer une meilleure participation de chacun aux fruits de l'entreprise à travers « l'instauration d'une réserve légale de titres » qui se veut comme « un moyen de reconnaître au personnel une part de propriété dans l'entreprise »⁹¹. Cela semble faire écho à la notion de participation. Mais cela ne va que dans le sens d'une « participation aux dividendes », car le « droit de vote » au sein de l'entreprise est écarté⁹². Or l'une des idées du général de Gaulle n'est pas seulement de partager les profits, mais aussi et surtout la gouvernance de l'entreprise, afin d'en faire un facteur de cohésion, où chacun est un « associé » et non un « instrument »⁹³. Sur une autre thématique comme l'idée d'un « Etat stratège »⁹⁴ défendu par le FN, cela renvoie à un interventionnisme industriel cher au gaullisme. Cependant, aux débuts de la V^e République le général de Gaulle a défendu une politique de rigueur afin de redresser les comptes publics. Or le FN rejette une telle orientation, si ce n'est de « rééquilibrer les comptes sociaux en donnant la priorité aux Français »⁹⁵, une discrimination étrangère au gaullisme parce qu'elle est anti-républicaine. Dans la politique européenne, le FN préconise une sortie de l'Union Européenne. De Gaulle qui avait été très critique à l'égard de la CECA et de la CEE n'a pas pour autant fait sortir la

⁸⁵ Guy Pervillé, « La mémoire de la guerre d'Algérie dans l'extrême droite Française : le cas particulier de Jean-Marie Le Pen », *Le Cahier d'histoire immédiate*, n°43, Octobre 2013, Toulouse, Groupe de recherche en histoire immédiate, p. 113-130.

⁸⁶ Entretien de Jean-Marie Le Pen avec Christophe Nick le 7 mai 1998, in, *Résurrection*, Fayard, 1998, p. 750.

⁸⁷ Jean-Marie Le Pen, *Mémoires - Fils de la nation*, Editions Muller, 2018.

⁸⁸ Jean Daniel, « Mémoires de Jean-Marie Le Pen : les habits neufs d'un fasciste heureux », *Le Nouvel Observateur*, 1^{er} mars 2018.

⁸⁹ « Notre projet – Programme politique du Front National », p. 103, in frontnational.com

⁹⁰ Cf. Jean Charlot in, *De Gaulle en son siècle*, tome 3, op. cit. p. 422.

⁹¹ « Notre projet – Programme politique du Front National », op. cit. p. 79.

⁹² *Ibid.*

⁹³ Voir notamment entretien télévisé du général de Gaulle, 7 juin 1968.

⁹⁴ « Notre Projet – Programme politique du Front National » op. cit. p. 5

⁹⁵ *Ibid* p. 45

France de ces constructions communautaires. Enfin, et surtout, ce qui diffère le gaullisme du FN, c'est la question de la guerre d'Algérie. Peu de temps après les déclarations de Florian Philippot, Marine Le Pen a précisé ses convictions en déclarant dans une « lettre à ses amis pieds noirs et harquis » que « le FN n'est pas un parti gaulliste », et ce notamment en raison de « l'abandon criminel des pieds-noirs et harkis qui ont tant soufferts de (la) politique algérienne (du général de Gaulle) »⁹⁶. Le rappel que fait Marine Le Pen d'une évocation du général de Gaulle sur « la grandeur d'un peuple » dans son discours au soir des résultats du premier tour des élections présidentielles de 2017⁹⁷ n'est qu'une énième tentative de récupération. La question de l'Algérie Française, qui peut apparaître aujourd'hui passéiste, reste révélatrice d'un point de divergence insurmontable et continuant de différencier encore pour longtemps l'extrême droite du gaullisme.

⁹⁶ Blandine Grosjean, « Marine Le Pen écrit aux pieds noirs et harquis », *rue89.nouvelobs.com*, 12 janvier 2014.

⁹⁷ « Le 8 août 1943 le général de Gaulle le rappelait à Casablanca : la grandeur d'un peuple ne procède que de ce peuple ». Discours de Marine Le Pen du 23 avril 2017. <https://www.scribd.com/document/346093491/Discours-de-Marine-Le-Pen-du-23-avril>